

L'inform-elles

Le bulletin d'information des femmes de la FEESP

La part irritée en nous...

Avez-vous pris le temps de vous arrêter pour vous poser la question? Suis-je pour ou contre la parité? Si vous êtes pour, comment l'atteindre? Doit-on continuer d'attendre en se répétant que patience et longueur de temps font plus que force ni que rage? Ou est-ce qu'on se donne les moyens pour y arriver?

Pourquoi, depuis le temps qu'on en parle, les mentalités ne changent-elles pas? En avril dernier, Sophie Lorain, actrice et réalisatrice, a déclaré : « *La parité, j'en ai rien à cirer! C'est condescendant et j'ai pas besoin de votre pitié.* » Voilà. En quelques mots, tous les préjugés sont là. C'est exactement ce que tous ceux qui sont contre la parité veulent qu'on croit. La même logique implacable, quel que soit le milieu de travail, est appliquée aux femmes dans un milieu majoritairement masculin. La perception est que si des quotas sont imposés, les femmes qui seront engagées seront forcément moins compétentes que les hommes. C'est pour la même raison que les femmes ont toujours l'impression de devoir prouver leurs capacités ou de devoir en faire plus pour gagner une certaine reconnaissance. Est-ce qu'un homme se soucie d'être embauché parce qu'il a les compétences? Non, il veut la « job », et il a la reconnaissance de ses pairs.

Depuis vingt ans, il existe dans certaines entreprises des programmes

d'embauche de femmes dans des métiers non traditionnels. Certaines ont créé leur comité de condition féminine afin de se donner les moyens de s'intégrer dans leur nouveau milieu. Ces programmes d'accès pour les femmes fonctionnent selon le principe de la discrimination positive. Elles ont brisé le moule qui garde les femmes dans des métiers précaires et moins bien rémunérés.

Pourquoi rechigne-t-on à appliquer de semblables mesures dans le milieu politique? Il est pourtant démontré dans plusieurs études que l'imposition de quotas n'aurait pas d'effet négatif sur la compétence en matière de représentation politique. Même qu'une étude suédoise démontre au contraire une augmentation de la qualité des élu-es (Pascale Navarro, La Presse +, 17 avril 2018).

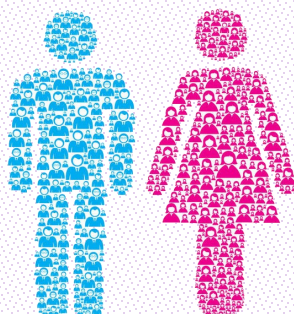
Si certaines femmes à l'Assemblée nationale (Lise Thériault, l'ineffable ministre de la Condition féminine [sic], pour ne pas la nommer), sont contre les quotas, d'autres élues militent pour la cause. En décembre 2015, Karine Vallières, députée libérale de Richmond jusqu'à son départ récent, a déposé un mandat à la Commission des relations avec les citoyens (CRC) : se pencher sur la question de la place des femmes en

politique. Après deux années d'étude, le rapport n'a pas été déposé, mais quelques députées ont laissé entendre que la Commission a choisi le statu quo : qu'on s'en remette à la bonne volonté des partis politiques. Pourtant, ces députées affirment que selon elles, 80 % des groupes venus témoigner à la commission recommandaient l'instauration de mesures coercitives (loi ou quotas). Comment la CRC, formée d'élu-es de toutes les formations politiques, peut-elle en arriver à cette conclusion alors qu'il y a un an, les député-es ont adopté à l'unanimité une motion en faveur de la parité? Quel manque de courage politique...

Alors, comme le dit notre première Première ministre Pauline Marois, il faudra attendre les conditions favorables. Un mélange de pression populaire et de volonté politique. Pour madame Marois, l'obstacle majeur est le processus démocratique. Ce sont les électeurs qui votent. Mais si on commençait par présenter plus de candidates, la logique veut que plus de femmes seraient élues.

Si la classe politique n'est pas prête, la volonté populaire, elle, l'est. 69 % des Québécoises et Québécois sont en faveur de la parité pour les partis politiques.

Il y a 30 ans, Françoise Giroud disait « La femme sera vraiment l'égale de l'homme le jour où, à un poste important, on désignera une femme incompétente ». Sur l'échelle du temps, les changements sont longs pour les femmes. Elles doivent s'armer non seulement de détermination, mais de patience aussi.



Féministe tant qu'il le faudra!

Le thème qui a été retenu cette année par les mouvements syndicaux et sociaux du Québec pour le 8 mars, Journée internationale des femmes, est on ne peut plus d'actualité et le restera bien au-delà du 8 mars. Le mouvement #MeToo, #MoiAussi (au Québec) et #BalanceTonPorc (en France), démontre non seulement le nombre effarant d'agressions de toutes sortes, mais donne enfin la parole et la crédibilité aux victimes. Beaucoup trop de dénonciations d'agressions de la part des femmes, qu'elles aient été publiques ou non, se sont retournées contre elles. Que ce soit l'agresseur qui profite de sa notoriété pour attaquer la réputation de sa victime ou l'étalement, lors d'un procès, de l'intimité de la victime pour démontrer ses « mœurs légères » ou encore les menaces de perte de promotion et même d'emploi, nous sommes toujours bien loin d'un traitement des plaintes équitable et non sexiste. Féministe tant qu'il le faudra!

Au Canada, durant les 30 dernières années, plus de 1 200 filles et femmes autochtones sont disparues ou ont été assassinées. Ces statistiques, affirmées par les autochtones, les groupes de femmes et les syndicats, n'ont que très récemment été reconnues par le gouvernement fédéral. Le



gouvernement conservateur précédent a toujours rejeté les demandes d'enquête publique et nationale, traitant ces cas comme des crimes et non comme un phénomène sociologique. Les nombreux témoignages, manifestations, entrevues, conférences bref, toutes les actions des femmes autochtones, appuyées par les mouvements sociaux et syndicaux, ont porté leurs fruits : le gouvernement libéral, élu en 2015, a enfin écouté les femmes autochtones et ordonné la tenue d'une enquête nationale. L'enquête est toujours en cours et il reste bien du chemin à parcou-

rir. Plus qu'une « écoute nationale », cette enquête doit mener à des résultats concrets. Pour le moment, de nombreux problèmes fonctionnels et idéologiques subsistent. Le manque de communication avec les familles et de transparence, les casse-têtes bureaucratiques et les conflits internes minent la crédibilité de cette enquête. Il nous faudra rester vigilantes, en appui aux femmes autochtones, pour que toute la lumière soit faite sur ces crimes et qu'un réel travail en partenariat avec les autochtones soit enclenché. Féministe tant qu'il le faudra!

Au Québec, le gouvernement libéral, avec comme prétexte l'équilibre budgétaire, a imposé des mesures d'austérité qui ont fait très mal aux services publics. En éducation, alors que le réseau public était déjà en manque de ressources pour assurer un maintien minimum des services et des infrastructures, des millions de dollars ont été coupés dans des budgets aussi cruciaux que la réussite scolaire, l'adaptation scolaire et



Le 8 mars et toute l'année !

les services spécialisés, pour ne nommer que ceux-là. Alors que plusieurs écoles tombent littéralement en ruine, rongées par les moisissures dues au manque d'entretien, c'est tout le réseau de l'éducation qui a contribué au financement du sacro-saint équilibre budgétaire. En santé, les coupes et les réorganisations du travail qui, à en croire le gouvernement, ne sont que des changements administratifs, ont des conséquences très négatives sur les patients, les personnes âgées ou handicapées, bref, sur les plus vulnérables de notre société. Et tant en santé qu'en éducation, ce sont les travailleurs et les travailleuses de ces réseaux, en majeure partie des femmes, qui tiennent les services à bout de bras. Plusieurs femmes, appuyées par la population, se sont exprimées sur les réseaux sociaux et dans les médias pour dénoncer ce désengagement de l'État qui exploite de façon éhontée leur dévouement et leur professionnalisme, et ce, au prix de leur santé physique et mentale. De plus, ce sont majoritairement les femmes qui agissent comme proches aidantes lorsqu'un membre de la famille est malade ou affaibli et qui s'occupent de l'éducation des enfants. Les femmes sont doublement pénalisées par ces mesures d'austérité, comme travailleuses et comme utilisatrices des services publics. Féministe tant qu'il le faudra!

Ce thème est une affirmation claire qui définit bien le féminisme et qui démontre toute la détermination qui anime les femmes et qui a également donné l'occasion aux hommes de s'afficher fièrement comme alliés, nombreux l'ayant démontré par lettres ouvertes ou entrevues médiatiques. *Féministe tant qu'il le faudra*, c'est dénoncer l'illusion de « l'égalité-déjà-là », prendre conscience qu'il y a un immense fossé entre l'égalité de droit et l'égalité de fait, encore en 2018. C'est réaliser qu'une société patriarcale ne devient pas égalitaire avec l'adoption de quelques lois.

Féministe tant qu'il le faudra, c'est dire non à l'immobilisme, à l'indifférence ou au fatalisme. Deux producteurs québécois très influents, entre autres, ont quitté la vie publique à la suite de plaintes d'inconduites sexuelles. Le discours et la réaction sociale de ne plus banaliser ces comportements ont mis la pression sur les agresseurs et non plus sur les victimes.

Par ailleurs, la lettre ouverte en France dénonçant les mouvements sur les réseaux sociaux (#MeToo, #MoiAussi, #BalanceTonPorc) comme étant des dérives a suscité des réactions d'étonnement et très peu d'adhésion au Québec. Au contraire, la volonté que ces mouvements sociaux ne s'étei-

gnent pas et la nécessité de ne pas retomber dans ces vieux stéréotypes de la « drague insistante » ont mené au lancement d'une déclaration commune #EtMaintenant qui revendique de continuer la réflexion et le dialogue amorcés, tant sur la place publique que dans l'intimité, et ce, avec les hommes à nos côtés.

Le mouvement syndical porte et contribue activement à cette bouffée de fraîcheur qu'est la conscientisation qui vient balayer le cynisme ambiant. Comme toujours, en ce qui concerne les droits des femmes, il nous faudra demeurer vigilantes et solidaires pour que ce changement de paradigme continue d'évoluer de façon constante et durable.

Féministe tant qu'il le faudra !



Le Collectif 8 mars. Agence : UPPERKUT.
Direction artistique et design graphique :
Noémie Darveau.

Le militantisme et la santé mentale

Nul doute que si vous lisez ceci, c'est que vous êtes militante dans l'âme.

Au début, nous partons avec les meilleures intentions du monde : vouloir améliorer ce monde pour le rendre meilleur.

L'engagement envers les membres, les collègues, les projets, les responsabilités vient graduellement. C'est normal, lorsque nous démontrons une ouverture d'esprit et une écoute large, les gens se tournent vers nous et nous en sommes fières, car ils nous font confiance. Après tout, nous sommes là pour les aider.

Soudainement, le vent peut tourner; et pour toutes sortes de raisons, c'est nous, les militantes, qui vivons des choses difficiles et qui avons besoin d'aide. Mais comme c'est toujours nous qui avons su tenir le fort et qui

avons des solutions à tous les problèmes, notre entourage comprend mal que nous ne puissions plus y arriver. S'ensuit souvent une dégringolade puisque du jour au lendemain, nous passons de sauveuse du monde à rescapée.

C'est pourquoi en tant que militantes, nous devons dès le départ nous protéger, établir nos limites. Se donner du temps pour recharger nos batteries, faire le point de ce que nous sommes capables et habilitées à faire, savoir dire non et surtout, accepter nos échecs pour en tirer profits et en ressortir plus fortes.

Se respecter est le point de départ pour se faire respecter.



Militante un jour, militante toujours... mais pas au prix de notre santé mentale!

Faites partie du Réseau-femmes

Il n'en coûte rien de faire partie du Réseau-femmes de la FEESP ni n'engage à rien d'autre que de recevoir le journal du comité et de l'information sur la condition féminine. Rejoignez-nous!

Contactez Sylvie Poirier

514 598-2375 ou

Sylvie.Poirier@csn.qc.ca



Composition de l'équipe du comité

Geneviève Després, présidente, SEMB-SAQ

Louise McCabe, membre, APPA

Dominique Couture, membre, SEE de Gaz Métro inc.

Sylvie Tremblay, responsable politique

Joanie Brousseau, conseillère syndicale

Pour faire partie du Réseau-femmes FEESP et recevoir

L'inform-elles

Contactez Sylvie Poirier

514 598-2375 ou

Sylvie.Poirier@csn.qc.ca

Vos [commentaires et suggestions](#) sont les bienvenus.